



Chili

L'École de santé publique de l'université du Chili : premier centre collaborateur en santé mentale en Amérique latine

LOMS et l'Organisation panaméricaine de la santé (OPS) ont choisi l'École de santé publique de la faculté de médecine de l'université du Chili comme premier centre collaborateur pour le développement de services, de formations et de recherches dans le domaine de la santé mentale en Amérique latine. Le centre aura une durée de quatre ans et permettra une connexion internationale active pour la recherche et la collecte de données pour le diagnostic et les recommandations. Le centre comportera trois axes de travail principaux : les stratégies pour la prévention du suicide ; les programmes de santé mentale concernant l'enfance et l'adolescence ; et les situations d'urgence et de catastrophe. Ce partenariat veut être une initiative fructueuse pour le bien-être mental des personnes au Chili et dans d'autres pays.

Par ailleurs, selon une enquête Ipsos publiée en 2022, 62 % des Chiliens considèrent que la santé mentale est le plus gros problème de santé du pays. Face à cette situation préoccupante, deux organisations internationales importantes dans le domaine ont consolidé une collaboration avec un établissement de santé au Chili.



Danemark

L'écart de rémunération homme-femme se creuse

Selon Danmarks Statistik, l'écart de rémunération entre les sexes s'est à nouveau creusé en 2021 au Danemark, après quinze ans de baisse continue. L'écart salarial s'établit à 12,3 %, soit 0,4 point de pourcentage de plus qu'en 2020. Si l'on ajoute à cela le fait que les femmes prennent également un congé de maternité plus long, qu'elles travaillent

davantage à temps partiel et qu'elles vivent plus longtemps, cela accroît leur nécessité d'épargner plus que les hommes pour leur retraite. Or, le patrimoine retraite moyen des femmes danoises est d'environ 20 % inférieur à celui des hommes.



Espagne

Le gouvernement a approuvé le premier plan d'action pour la jeunesse 2022-2024

En Espagne, le premier plan d'action pour la jeunesse a été approuvé pour la période 2022-2024. Il est axé sur les politiques d'émancipation, le logement, l'éducation et l'emploi des jeunes, entre autres. Sur un budget de plus de 33,3 milliards d'euros jusqu'en 2024, 15 milliards d'euros toucheront directement les jeunes. Ce plan s'articule autour de 10 axes, 42 objectifs, 94 lignes d'action et 200 mesures, et prévoit :

- une amélioration des politiques éducatives avec un investissement de 10,4 milliards d'euros pour les bourses universitaires, Erasmus+, la formation en recherche, développement et innovation, la mobilité et le recrutement prédoctoral et de recherche ;
- une augmentation des fonds, jusqu'à 4,3 milliards d'euros, des politiques d'emploi des jeunes pour la mise en œuvre du programme « Garantie jeunesse plus », des projets de numérisation et des programmes de bourses d'études, ainsi que pour les concours de la magistrature ;
- le développement des politiques d'émancipation et de logement avec un investissement de 2,35 milliards d'euros dans des initiatives telles que l'aide à la location, l'acquisition de logements dans les communes de moins de 10 000 habitants et la construction de logements locatifs sociaux dans des bâtiments économes en énergie ;
- des politiques visant à garantir la qualité de vie des jeunes : 650 millions d'euros pour le chèque culture jeunesse, pour des projets de sport inclusif et des projets de recherche sur les risques des jeux d'argent en ligne ;

- des politiques d'inclusion telles que le réseau de centres de crise pour les victimes de violence sexuelle dans toute l'Espagne, le programme d'inclusion des jeunes handicapés, le service O28 Arcoiris (arc-en-ciel) pour les personnes LGBTI, les politiques pour le monde rural avec une paie complémentaire pour les jeunes agriculteurs qui commencent leur activité. Ces politiques d'inclusion sont dotées d'un budget de 15 milliards d'euros.



États-Unis

Rapport sur l'épidémie de Covid dans les nursing homes

Plus de 1 300 *nursing homes* (maisons de retraite) américaines ont connu des taux d'infection au Covid-19 extrêmement élevés en 2020, selon un nouveau rapport du Bureau de l'inspecteur général (OIG) du Département de la santé et des services sociaux. L'étude s'appuie sur les données des dossiers de remboursement de Medicare pour identifier les maisons de retraite concernées. L'étude a porté sur 15 086 maisons de retraite à travers le pays. Plus de 1 300 présentaient des taux d'infection très élevés et ont vu leur taux de mortalité augmenter.

Le rapport présente des différences démographiques entre les deux vagues de cas. Lors de la première vague, les structures urbaines étaient plus susceptibles de présenter un nombre de cas élevé, tandis que les structures rurales étaient davantage concernées lors de la seconde. L'enquête de l'OIG n'a pas détecté de manquements au contrôle des infections dans la majorité des maisons de retraite visées par l'enquête, et les taux de transmission entre les comtés ne sont pas corrélés avec les taux de cas élevés dans ces mêmes comtés.

À la lumière des conclusions du rapport, l'OIG recommande aux Centers for Medicare and Medicaid Services (CMS) d'examiner les exigences en matière de personnel infirmier en les révisant si nécessaire, et d'améliorer la manière dont les enquêtes ciblent les maisons de retraite néces-

sitant une intervention en matière de contrôle des infections.

Annnonce de la fin de l'urgence de santé publique Covid-19

L'administration Biden a déclaré mettre fin à la situation d'urgence sanitaire pour le Covid-19 le 11 mai 2023. Cette déclaration intervient alors que les législateurs ont déjà voté fin 2022 l'arrêt en avril 2023 des dispositions relatives au maintien des bénéficiaires de Medicaid pendant la durée de la déclaration d'urgence de santé publique.

La déclaration d'urgence a permis à des millions d'Américains d'avoir un accès spécial à Medicaid, qui fournit une couverture médicale aux personnes à faibles revenus, et a largement facilité l'accès aux services de télésanté. La Kaiser Family Foundation estime qu'entre 5 millions et 14 millions de personnes pourraient perdre leur couverture Medicaid lorsque cette disposition sera supprimée. Associée à la réduction de la plupart des fonds fédéraux destinés à l'aide Covid-19, cette mesure aurait également pour effet de soustraire le développement de vaccins et de traitements à la gestion directe du gouvernement fédéral.

Cette mesure signifiera également la fin du Titre 42, une politique frontalière qui étendait les pouvoirs d'expulsion sur la base de la déclaration d'urgence. Le titre 42 a été utilisé plus de deux millions de fois pour expulser des migrants depuis le printemps 2020.

Les CDC alertent sur les bactéries multi-résistantes

Les centres de prévention et de contrôle des maladies (CDC) mettent les services de santé publique en garde contre une forte augmentation d'infections gastro-intestinales graves causées par des bactéries résistantes aux antibiotiques courants. Les infections à la bactérie *Shigella*, connues sous le nom de shigellose, provoquent généralement une diarrhée qui peut être prolongée et sanglante, ainsi que de la fièvre et des crampes abdominales.

La résistance aux antibiotiques a été constatée chez les adultes, en particulier chez les hommes

ayant des relations sexuelles avec d'autres hommes, les voyageurs internationaux, les personnes vivant avec le VIH et les sans-abri. Ses souches sont résistantes à cinq antibiotiques couramment prescrits dont l'azithromycine, la ciprofloxacine et la ceftriaxone. Les niveaux inhabituellement élevés d'utilisation d'antibiotiques ont probablement permis à la bactérie de se propager en développant une résistance aux traitements.



Paraguay

Vaccination annuelle par le vaccin bivalent

Les autorités paraguayennes ont confirmé qu'un lot de 100 200 doses de vaccin bivalent produit par le laboratoire Moderna contre le Covid-19 est arrivé dans le pays. Les autorités sanitaires ont décidé de ne faire appliquer cette dose bivalente actualisée qu'une fois par an, en insistant sur son application pendant la campagne d'hiver, en même temps que la campagne contre la grippe. Cette vaccination fera partie du programme national d'immunisation. Les autorités ont également précisé que les personnes âgées de 18 ans et plus pourront accéder à la dose bivalente actualisée, tandis que les femmes enceintes ne pourront recevoir le vaccin qu'à partir de douze semaines de gestation, sur prescription médicale.



Royaume-Uni

Tensions sur les prix des médicaments

Le Royaume-Uni s'est doté d'une des réglementations les plus strictes en matière de prix des médicaments. L'industrie pharmaceutique menace de diminuer ses investissements face au durcissement

des négociations avec les principaux marchés européens et américains. Certains groupes, comme Bayer, ont déclaré vouloir quitter l'Europe, pas assez *innovation friendly*. Pour autant, ces menaces sont nuancées par l'intérêt en tant que base de recherche scientifique que représente le Royaume-Uni pour l'industrie pharmaceutique.



Ukraine

Plus de 4 000 professionnels de santé ont changé de région

Le ministère de la Santé ukrainien a publié fin janvier un point sur le nombre et la situation des personnels de santé contraints par la guerre d'exercer dans une autre région que leur région d'origine. Ils sont - au moins - 4 399 à avoir ainsi changé de lieu d'activité, dont 2 029 médecins, 1 555 autres personnels médicaux (infirmiers, sages-femmes, ambulanciers, pharmaciens) et 815 techniciens ou agents techniques. Ils sont répartis sur l'ensemble des zones non occupées, avec un effectif important de 283 médecins à Lviv, dans l'ouest de l'Ukraine.

Le ministère de la Santé a pris dès le mois de mars 2022 les dispositions réglementaires leur permettant d'exercer temporairement leur activité dans leur nouvel établissement de soins de rattachement, tout en percevant leur salaire dans leur établissement d'origine. Le ministère de la Santé a également créé un portail où sont publiés les postes vacants.